

# **Le NPA appelle à manifester le 1<sup>er</sup> mai et le 5 mai 2013**

mardi 16 avril 2013, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 16 avril 2013).

Le NPA appelle à manifester le 1<sup>er</sup> mai et le 5 mai. La crise économique et l'offensive du gouvernement et du patronat contre le monde du travail, ainsi que le séisme politique provoqué par les aveux de Jérôme Cahuzac, nécessitent une riposte sur le terrain social et politique. La stupéfaction provoquée par les mensonges arrogants de Jérôme Cahuzac cède la place à une légitime colère, à une révolte. L'évidente complaisance de François Hollande, du gouvernement et du Parti socialiste vis-à-vis de ce sinistre personnage choque à juste titre. Comment ces gens-là osent-ils, avec autant de morgue et de culot, se faire les champions de l'austérité ?

Le plus scandaleux mensonge de Cahuzac est bien de vouloir convaincre les salariés et les classes populaires que l'austérité est nécessaire pour sortir de la crise.

C'est le même mensonge qui soude les députés du PS votant la « flexisécurité » qui donne de nouveaux pouvoirs au patronat pour disposer des salariés comme ils l'entendent, en fonction de leurs seuls besoins et intérêts, en invoquant la compétitivité. Qui soude aussi ceux de l'UMP qui ont laissé faire le PS en s'abstenant, après avoir, sous Sarkozy, participé à la même politique dictée par le Medef.

Ce mensonge d'État réunit tous les ministres et anciens ministres ou députés de la droite et de la gauche libérale. Et dans ce monde de menteurs, le Front national ne se distingue que par sa particulière démagogie et grossièreté. La millionnaire Marine Le Pen ne compte-t-elle pas dans ses amis l'avocat d'affaires qui a ouvert le compte suisse de Cahuzac ?

Pour ces amoureux du pognon, user de tous les moyens pour échapper au fisc est tout à fait normal, naturel. La fraude fiscale atteindrait 60 à 80 milliards d'euros en France, soit près de 20% des recettes fiscales brutes. Ce qui représenterait le double des « économies » budgétaire inscrites dans la loi de finances 2013 !

Ce sont plus (ou environ) de 590 milliards d'euros d'avoirs français qui sont cachés dans les paradis fiscaux, dont 108 milliards en Suisse. Ces dernières années, les plus grandes banques françaises ont multiplié la création de sociétés situées dans les îles Vierges britanniques, les îles Samoa ou Singapour afin de permettre à leurs clients les plus fortunés d'échapper au contrôle du fisc.

## **De l'argent, il y en a !**

C'est la première chose que démontre cette affaire. Ce n'est pas à nous de payer ! Au nom de quoi faudrait-il se résigner au chômage de masse, à l'amputation des salaires, des retraites et des allocations, au démantèlement des acquis sociaux et des services publics. A l'image des salariés de PSA Aulnay ou des Goodyear, il est plus que jamais légitime de lutter contre les licenciements et contre la dégradation de nos acquis.

Plus que jamais, il est légitime de revendiquer des mesures d'urgence pour la salariés, comme l'augmentation de 300 euros de tous les salaires, l'interdiction des licenciements et la baisse du

temps de travail.

## **Dans ce monde de l'argent roi, l'argent domine la politique**

François Hollande vantait « *une République irréprochable* » après que Sarkozy se fut revendiqué d'« *une République exemplaire* », il prétend maintenant moraliser la vie politique !

C'est un vœu pieux que de vouloir moraliser les politiciens professionnels et les institutions de la V<sup>e</sup> République, tout autant que de prétendre moraliser un système social fondé sur la rentabilité financière, la course au profit et les spéculations !

Ce système produit, pour le servir, des hommes politiques et des institutions à son image.

Comment y aurait-il une démocratie réelle tant que subsistent les paradis fiscaux et leur corollaire, le secret bancaire ?

Comment y aurait-il une réelle démocratie quand plus de la moitié des salariés gagnent un salaire net inférieur à 1 700 euros, que le chômage frappe plus de 5 millions de travailleurs, que la précarité se généralise, que près de 10 millions de personnes vivent avec moins de 900 euros par mois, alors que, à l'autre pôle, s'accumulent d'immenses fortunes.

Comment y aurait-il une réelle démocratie quand les finances publiques, les finances de l'État, sont entre les mains de cette oligarchie à laquelle l'État verse une rente annuelle de plus 50 milliards d'euros au titre des intérêts de la dette. Que cette même oligarchie a la mainmise sur toute la vie économique et sociale ? Comment y aurait-il une réelle démocratie alors que les médias sont aux mains de cette oligarchie financière ?

L'affaire Cahuzac, après les affaires Bettencourt, Woerth et autres, agit comme un révélateur de la corruption généralisée du système.

## **Ils s'enlisent dans les affaires, prenons les nôtres en main !**

Ce gouvernement de riches au service des patrons n'est pas le nôtre. Pour mettre l'argent et l'économie au service de la population, nous ne pouvons compter que sur nos luttes. Il faudra construire des mobilisations exceptionnelles du type de celles de Juin 1936 ou de Mai 1968.

Elle se prépare, aujourd'hui, dans la convergence des luttes contre les licenciements et toutes les mesures antisociales.

Nous voulons en finir avec le carriérisme et l'affairisme politique. Les élus devraient toucher le salaire moyen, être révocables, le cumul des mandats interdit. Le régime présidentiel qui concentre des pouvoirs exorbitants entre les mains d'un seul est un archaïsme monarchique. Le Sénat n'est qu'un repaire pour politiciens à la retraite. Nous sommes pour une seule assemblée élue à la proportionnelle. Nous voulons déprofessionnaliser la politique : interdiction du cumul des mandats, de faire plus de deux ou trois mandats au cours de sa vie pour reprendre son travail, fixation du revenu des élus à la hauteur du salaire moyen de la population. Nous sommes pour une démocratie décentralisée qui ne s'arrête pas à la porte des entreprises, mais donne aux travailleurs les moyens de contrôler la marche de leur entreprise, de l'économie, de la société et de l'État.

La démocratie, c'est l'égalité des droits, le pouvoir de contrôle pour la population mais aussi une autre répartition des richesses. C'est la levée du secret bancaire et industriel ; la confiscation des avoirs des fraudeurs ; la fin des paradis et cadeaux fiscaux ; l'expropriation des principales entreprises, sous contrôle des salariés et de la population ; l'annulation de la dette ; l'expropriation

de ceux qui tirent les ficelles, les financiers ; la création d'un monopole public bancaire.

Pour sortir de cette crise économique et politique, il n'y a pas d'autre voie que l'intervention directe des travailleurs, de la population, sur le terrain politique, pour conquérir la démocratie et imposer leurs droits sociaux et politiques.

**Bien plus que changer de République, c'est toute la société qu'il s'agit de transformer.**

Nous serons dans la rue, le 1<sup>er</sup> comme le 5 mai, pour porter ces exigences et perspectives tout en œuvrant au rassemblement de toutes les forces, de toutes celles et tous ceux qui veulent agir pour changer le cours des choses, pour imposer une autre politique répondant aux besoins de toute la société.

Nos raisons de manifester sont totalement et diamétralement opposées à celles des réactionnaires et des homophobes qui combattent l'égalité des droits et le mariage pour toutes et tous. La droite la plus réactionnaire et l'extrême droite sont à l'offensive et multiplient, sous couvert du collectif « Manif pour tous », les rassemblements et les violences homophobes. Face à leurs provocations, plus que jamais il ne faut rien céder dans la lutte contre l'extrême droite, le racisme et l'homophobie.

Il est plus que temps qu'une opposition de gauche au gouvernement se regroupe, se construise, et offre une alternative aux partis de l'austérité

Jean-Luc Mélenchon et le Front de Gauche ont pris unilatéralement l'initiative d'appeler à manifester le 5 mai pour une VI<sup>e</sup> République. Nous ne partageons ni cette façon de faire ni son objectif, mais nous voulons contribuer au plus large rassemblement possible pour mettre en échec la politique du gouvernement et défendre la perspective d'une démocratie réelle, par en bas, qui mette les financiers et leurs amis politiques hors d'état de nuire.

Le NPA sera dans la rue, le 1<sup>er</sup> mai et le 5 mai, avec toutes celles et ceux qui, à gauche, ne veulent ni subir ni capituler devant le gouvernement et les puissances de l'argent qu'il sert, tout en défendant nos propres propositions.

**NPA**, mardi 16 avril 2013

---